

La concurrence entre opérateurs ? Si ce sont des constructions publiques, c'est le cas, car c'est obligatoire. Si c'est du privé, on n'a pas à s'en mêler. Et même, on ferait comment ?

Selon l'Institut géographique national, La Seyne est arborée à 89%, dont 29% en zone urbanisée (moyenne nationale : 19%)

La motivation des contemplateurs de Costechaude ne serait-elle à rechercher que dans les intérêts particuliers, bien compréhensibles au demeurant, des résidents des alentours ?

De la transparence pour les attributions de logements sociaux ? Serait-ce qu'il n'y en a pas ? Patrice, attention, tu frôles la diffamation. Présidée par une personnalité indépendante, représentante d'une institution d'État, avec des membres élus par les locataires, comment la commission d'attribution pourrait-elle s'exonérer de la transparence ?

# Le logement et le cadre de vie

**Samir Ben Mihoub :** « Je ne suis pas contre la construction de logements, mais pas tout de suite, ce n'est pas le moment. Il faut faire une pause. Il faut avant tout redynamiser le centre-ville devenu dortoir, et pour cela, les Seynois doivent bénéficier de logements décents. Enfin, il faut faire jouer la concurrence entre opérateurs afin de faire baisser le prix des logements neufs. »

**Patrice Bessone :** « Je dis à la fois "Stop au bétonnage" et "Plantons des arbres". Comment peut-on faire des immeubles à Coste Chaude alors que des gens à côté ont des villas qui vont perdre de la valeur ? Concernant les logements sociaux, il faut davantage de transparence à Terres du Sud Habitat, que ce soit au niveau de l'attribution ou sur la nature des charges que l'on fait payer aux locataires.

**Dorian Munoz :** « Il y a des immeubles vides à Berthe, c'est du gâchis. Il faut les rénover et y faire habiter des gens, ça permettrait de rat-

er un peu de retard par rapport à la loi SRU. Je souhaite que les Seynois soient prioritaires dans l'attribution des logements sociaux. Il faut également favoriser l'accès-sion sociale à la propriété pour les jeunes. Il faut enfin que la Métropole arrête de compter sur La Seyne pour les logements sociaux. »

**Nathalie Bicalis :** « Je dis "Stop au béton !" La Seyne est devenue une ville-dortoir. Il ne faut pas davantage de logements, mais de l'activité économique. Une ville qui grandit trop vite est une ville qui s'apauvrit. Aujourd'hui les programmes immobiliers se multiplient : Coste chaude, Bois sacré mais aussi devant la gare ou aux Mouissèques. Quand nous serons élus, nous stopperons les projets qui peuvent l'être. »

**Marc Vuillemot :** « Lorsqu'on est maire, on applique la loi, et la loi est parfois contradictoire. La loi SRU exige 25 % de logements sociaux et le Plan local de l'habitat impose la construction de 400 logements par an dans

les quartiers sud. Difficile dans ce cas d'être vertueux avec les objectifs de développement durable. Mais rappelons tout de même que nous avons réduit de 65 % les zones ultra-construites et augmenté les surfaces naturelles dans le plan local d'urbanisme. S'il y a aujourd'hui 277 logements sociaux vacants, c'est dans 80 % des cas, qu'ils sont situés dans des tours où les gens ne veulent pas habiter. »

**Sandra Torres :** « Aujourd'hui on ne peut plus urbaniser davantage, l'état des routes et des écoles ne le permet pas. Je m'opposerai à toute construction de logements supplémentaires. Je rappelle, en passant, que le projet de Bois sacré date de l'époque d'Arthur Paecht et que Coste Chaude a été voté à TPM par certaines personnes ici présentes. Concernant l'office HLM, il y a des gros problèmes sur l'attribution et les marchés publics. Si on a des maisons vides, c'est aussi un problème de gestion. »

**Serge Danino :** « Il faut ar-

rêter le bétonnage de la commune et conserver des zones de verdure. S'il faut faire des logements sociaux, on peut aussi les faire ailleurs, dans d'autres communes. Je pense que pour relancer l'économie, il faut faire comme dans d'autres villes : des logements étudiants. »

**Luc Patentryger :** « En cinquante ans, la population est passée de 40 000 à 70 000 euros. En France, tout le littoral est urbanisé. Avec le réchauffement climatique, ce n'est plus possible. Coste Chaude, Bois sacré, Janas, Sicié sont les dernières poches de verdure, il faut les défendre. Occupons plutôt les logements vides en centre-ville ou à Berthe, ainsi que les friches industrielles. »

**Philippe Le Sausse :** « Aujourd'hui, les prix de l'immobilier sont trop élevés et ce, même si elles sont moins chères dans certaines communes voisines. C'est en partie à cause des impôts qui alourdissent la facture. Il faut améliorer l'attractivité pour faire venir davantage de jeunes. »

Ça, c'est méconnaître totalement la Loi. Ou feindre de l'ignorer :  
1°) on n'a plus le droit de construire des logements sociaux dans les quartiers ayant fait l'objet d'un plan de rénovation urbaine.  
2°) la « préférence communale » est interdite. Ghetto, ségrégation assumée et « nationalisme local », deux des innombrables mamelles dont se nourrit depuis toujours l'extrême-droite...

OK, Nathalie, Patrice, Sandra et Serge, mais il faut expliquer comment vous allez vous y prendre. Et, si vous avez une solution légale et financièrement réaliste, il faut aussi expliquer votre choix aux milliers de foyers seynois qui attendent, parfois depuis des années, d'accéder à un logement... Et puis, venant de deux d'entre vous membres de l'équipe municipale qui a voté l'ouverture à une urbanisation effrénée en 2004, ça ne manque pas de saveur !

Trop facile ! Les autres communes en font, du logement social ! La loi les y oblige, comme nous. Elles ont beaucoup de retard à rattraper.

Il y a des approximations étonnantes, tout de même. Entre le dernier chiffre officiel de notre population (64620 habitants et non 70000) et celui d'il y a 50 ans (43783 et non 40000), l'écart est de 20837 habitants (et non 30000). Ça fait juste 1/3 d'erreur...

Facile, de s'engager à protéger Janas et Sicié : c'est fait, Fabrègas aussi, et nous nous occupons de St-Elme. Nous avons refusé le permis de construire de Bois Sacré. À notre actif : +8% de sites naturels, +40% de zones agricoles, -65% d'espaces d'ultra-urbanisation, et -76% de surfaces d'urbanisation future. On vous le dit, les écos, les vrais, c'est nous !

Habile, Philippe, en répondant à côté, pas de risque de se mouiller...

Approximations, rêves, mensonges, erreurs, méconnaisances des Lois, nous voilà beaux...